

Stefaan MARYSSE et Jean OMASOMBO Tshonda (dir.), *Conjonctures congolaises 2015. Entre incertitudes politiques et transformation économique*, Cahiers africains n° 87, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique Centrale et Paris, L'Harmattan, 2016. 325 p.

L'année 2015 a été particulièrement dense en RD Congo. Ce cinquième volume de la série des *Conjonctures congolaises* avait donc une matière riche à traiter. Il ne décevra pas. Le premier volet, consacré aux problèmes politiques, propose notamment une double fresque de qualité, des deux directeurs du volume, sur le processus électoral et la décentralisation. Elle se termine par une phrase litigieuse : « Il (le chef de l'État) a toujours été gagnant. Dès lors, pourquoi changer et ne pas continuer à croire à sa bonne étoile ? » (p. 64). Le deuxième volet, également bien documenté, traite de l'agriculture. La fresque de Jean-Philippe Peemans sur la place du monde paysan dans le développement rural en RD Congo est brillante. Trois articles, sur les parcs agro-industriels, une ferme de 5.000 ha dans le territoire de Kasenga au Haut-Katanga et un projet d'accès à des crédits carbone au nord de la ville de Kinshasa, explicitent le genre de données de base qui en sont le soubassement. Tous ces textes ignorent cependant que le recul de l'agriculture au Congo a été structurellement inauguré par

le plan décennal 1950-1959, qui n'a consacré que 6,6 % de ses dépenses effectives à l'agriculture et dont les années coïncident avec une chute des produits agricoles dans les exportations de 60,7 à 51,4 % en volume et de 48,9 à 41,8 % en valeurs. Le troisième et dernier volet est moins unifié et traite de questions de gouvernance : le projet d'Inga 3 (par François Misser, qui y a déjà consacré plusieurs études), les conflits fonciers post-conflit à Bukavu, la pollution des terres des paysans et des eaux par l'exploitation minière au Haut-Katanga et les coopératives minières de Walungu (Sud-Kivu), dont le statut est mal adapté à leur situation et dont le fonctionnement n'est ni démocratique ni centré sur les intérêts des exploitants artisanaux. L'absence de conclusion générale souligne la difficulté de dégager des lignes de tendances profondes de ces diverses réalités dans la vision politico-économique qui est celle du volume. Nous y voyons un signe de la remise en question radicale de ce qu'on peut appeler le régime social actuel, dans toute l'humanité.

Léon de SAINT MOULIN, S.J.
Professeur émérite et
Membre du CEPAS.
desaintmoulinl@gmail.com